Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

COMMENTRY
MONTMARAULT
NÉRIS
COMMUNAUTÉ

DOCUMENT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

DOB

COMMENTRY MONTMARAULT NÉRIS COMMUNAUTÉ

2026

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

SOMMAIRE

LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE **Page 2**

CONTEXTE FINANCIER **Page 3**

CONTEXTE INTERCOMMUNAL **Page 7**

I. BUDGET GENERAL **Page 7**

1. RECETTES PREVISIONNELLES 2026 **Page 7**
1.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté Page 7
1.2 Fiscalité Page 7
1.3 DCRTP Page 8
1.4 FPIC prévisionnel (Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales) Page 8
1.5 DGF prévisionnelle 2026 Page 8
1.6 Recettes liées aux postes créés et subventionnés par l'État Page 9
1.7 Produits des baux Page 9
1.8 Bilan 2024/2025 et prévisionnel 2026/2027 des dépenses et des recettes des structures et des services Page 10

2. DEPENSES PREVISIONNELLES 2026 – FONCTIONNEMENT **Page 13**
2.1 Charges de personnels Page 13
2.2 Charges à caractère générale Page 14
2.3 Atténuation de produits Page 15
2.4 Charges financières Page 15
2.5 Principales charges de gestion courante Page 16

3. DEPENSES PROJETEES 2025 – INVESTISSEMENT **Page 18**

4. DEPENSES PREVISIONNELLES 2026/2027 – INVESTISSEMENT **Page 20**

5. SYNTHESE DU BUDGET GENERAL **Page 21**

II. BUDGETS ANNEXES **Page 23**
1.Budget Autres Opérations assujetties à la TVA **Page 23**
1.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté Page 23
1.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027 Page 23
1.3 Suivi des emprunts Page 24

2.Budget Autres Opérations assujetties à la TVA **Page 24**
2.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté Page 24
2.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027 Page 24

3.Budget Portage de repas **Page 25**
3.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté Page 25
3.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027 Page 25

4.Budget Thermes de Néris **Page 25**
4.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté Page 25
4.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027 Page 26

5.Budget des Zones d'Activités **Page 27**
5.1 Opérations nouvelles 2026 et 2027 Page 27

LEXIQUE **Page 28**

RAPPORT EGALITE HOMMES-FEMMES **Page 29**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Le Débat d'Orientation Budgétaire est une obligation légale pour les communes de plus de 3 500 habitants, les groupements comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, les Départements et les Régions. L'organe délibérant doit, dans un délai de 10 semaines (M57) précédant l'examen du budget, présenter un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Ce débat s'applique au budget principal et aux budgets annexes. Il a pour vocation d'éclairer le vote des élus sur le budget de la collectivité. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire.

Depuis la nouvelle Loi de programmation des finances publiques, il est obligatoire de faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (Budget général et budgets annexes).

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

CONTEXTE FINANCIER

CROISSANCE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVE

Après une performance modeste, l'économie française devrait connaître un redressement progressif : selon la Commission européenne, le PIB français pourrait croître d'environ 1,3 % en 2026.

1 Croissance

La Banque de France estime une croissance de 1,2 % en 2026. Cette dynamique s'appuie sur un regain de l'investissement des entreprises et un soutien de la consommation privée, alors que l'inflation modérée devrait soutenir le pouvoir d'achat.

2 Inflation et pouvoir d'achat

L'inflation globale est attendue en net ralentissement : selon la Banque de France, elle repasserait autour de 1,3 % en 2026 (moyenne annuelle) après un creux prévu en 2025.

L'inflation hors énergie et alimentation devrait rester plus stable, ce qui pourrait laisser une marge de manœuvre pour les salaires et le pouvoir d'achat.

Cette désinflation progressive permettrait de réduire les pressions sur les prix pour les ménages, mais aussi d'améliorer la soutenabilité des taux d'intérêt sur la dette.

3 Taux d'intérêt et coûts de financement

Le contexte monétaire reste un facteur clé : la Banque de France note une incertitude persistante autour des conditions externes (géopolitique, commerce) qui peut influencer la politique de la BCE.

Certaines prévisions (comme celles de BNP Paribas) envisagent des hausses de taux par la BCE en 2026 en raison des pressions inflationnistes liées aux dépenses (défense, infrastructure), bien que d'autres anticipent des baisses selon l'évolution de la désinflation.
Le coût de la dette publique pourrait donc rester élevé, ce qui renforce la nécessité de maîtriser le déficit.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

4 Situation des finances publiques

Le déficit public français reste structurellement élevé : selon la Commission européenne, il pourrait atteindre environ – 5,7 % du PIB en 2026.
La dette publique aussi monte : la Commission prévoit un ratio de 118,4 % du PIB en 2026.

Les intérêts sur la dette pèsent de plus en plus dans les dépenses publiques. La Banque de France prévoit une augmentation des paiements d'intérêts, ce qui limite les marges de manœuvre pour de nouvelles dépenses.

5 Risques et incertitudes

Géopolitique : Les tensions globales (comme les risques de guerre commerciale, des incertitudes liées aux politiques des grandes puissances) peuvent peser sur le commerce extérieur et l'investissement.
Politiques budgétaires : Le DOB devra composer avec un arbitrage délicat entre nécessité d'assainissement budgétaire (réduire le déficit) et soutien à la croissance (investissements, aides).
Chocs de taux : Si les taux d'intérêt augmentent plus que prévu, le coût du service de la dette pourrait exploser.
Dépendance énergétique : Les prix de l'énergie restent un facteur d'inflation potentiel, selon les projections de la Banque de France.
Dette élevée : Un niveau de dette à plus de 100 % du PIB limite la flexibilité budgétaire et accroît la vulnérabilité aux chocs financiers.

6 Opportunités structurelles

Un léger redressement de l'investissement privé peut stimuler la croissance à moyen terme, surtout si les entreprises anticipent une amélioration du contexte économique.

La désinflation et la modération des taux peuvent permettre de dégager des marges pour des politiques publiques ciblées (transition énergétique, innovation, formation).

La dette élevée nécessite de renforcer l'efficacité des dépenses publiques : les réformes structurelles (modernisation de l'administration, efficacité des services publics) peuvent jouer un rôle clé dans un DOB orienté vers la soutenabilité.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

PROJET LOI DE FINANCES 2026

1. Effort budgétaire global important pour les collectivités

Le PLF 2026 demande aux collectivités locales (communes, départements, EPCI…) un effort estimé à 4,6 Md€ selon le gouvernement.

Le Comité des finances locales (CFL) estime même que la contribution pourrait s'élever à plus de 8 Md€, en incluant notamment des hausses de cotisations à la CNRACL.

Pour les EPCI, cela signifie une pression accrue sur leurs ressources, surtout en fonctionnement.

2. Reconduction du dispositif DILICO

Le DILICO (Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités) est reconduit dans le PLF 2026.

Montant prévu : 2 Md€ de prélèvement global, dont 500 M€ pour les EPCI.

Changements : le reversement des sommes se ferait sur 5 ans (au lieu de 3), ce qui pourrait étaler l'impact.

Une part plus importante des sommes prélevées sera dirigée vers la péréquation : la fraction allouée passe de 10 % à 20 %.

Le reversement sera également conditionné à une trajectoire d'évolution des dépenses des collectivités, ce qui peut représenter un risque de contraintes fortes sur les EPCI.

3. Création du « Fonds d'Investissement pour les Territoires » (FIT)

En lieu et place de trois dotations (DETR, DSIL, DPV), le PLF instaure un fonds unique : le FIT (Fonds d'Investissement pour les Territoires).

Le FIT vise à simplifier l'instruction des projets d'investissement : les EPCI pourront y avoir accès plus facilement, mais attention aux critères d'éligibilité.

Qui peut en bénéficier ? Le préfet départemental joue un rôle : il doit attribuer une part de l'enveloppe aux EPCI « ruraux » (au sens Insee), ainsi qu'aux EPCI compris dans les zones de politique de la ville (quartiers prioritaires).

Le FIT est « quasi réservé » aux collectivités rurales ou en difficulté urbaine, selon la lettre du maire : cela peut limiter l'accès de certains EPCI plus dynamiques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

4. Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et péréquation

La DGF est reconduite, mais sans augmentation significative en 2026 selon le PLF.

En parallèle, il y a des ajustements de péréquation : la DSU (dotation de solidarité urbaine) augmente (+ 140 M€), ainsi que la DSR (solidarité rurale) (+ 150 M€).

Pour les communes ou EPCI perdant des parts de certaines dotations (ex : bourg-centre, intercommunalité), des garanties dégressives sont prévues sur deux ans, ce qui peut amortir certains chocs.

Mais selon certains acteurs, la réduction des « variables d'ajustement » (éléments de péréquation) pourrait creuser des inégalités entre territoires.

5. Pression sur le fonctionnement et l'investissement

Les EPCI peuvent subir à la fois une réduction de leurs recettes fiscales disponibles (via DILICO) et des contraintes dans leurs dépenses. Certains élus intercommunaux dénoncent une mise à plat de leur capacité d'investissement.

D'un autre côté, le FIT offre une nouvelle possibilité d'investissement, mais dans un cadre plus sélectif.

L'APVF (association des petites villes de France) juge que certaines mesures sont "anti-péréquateur" et pourraient fragiliser les EPCI moins riches.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

CONTEXTE INTERCOMMUNAL

I. BUDGET GENERAL

1. Recettes prévisionnelles 2026

1.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté

*Le montant des dépenses réelles de fonctionnement projeté est de **19 501 284€**.*
*Le montant des recettes réelles de fonctionnement projeté est de **20 694 871€**.*
Le résultat de fonctionnement de l'année projeté est de ***1 193 587€*** **(**CA projeté). Il vient conforter l'excédent capitalisé à hauteur de ***10 401 086 €.*** (somme arrêtée au 31/12/2024).

*Le montant des dépenses réelles d'investissement projeté est de **1 943 955€**.*
*Le montant des recettes réelles d'investissement projeté est de **1 484 205€**.*
Le résultat *d'investissement* de l'année projeté est de **-459 750€ (**CA projeté).

1.2 Fiscalité

	2024	PROJETE 2025	PREV 2026	PREV 2027	HYPOTHESE 2026
FISCALITE TRANSFEREE	***5 237 097 €***	***5 337 004 €***	***5 267 395 €***	***5 267 395 €***	
CVAE - *COMPTE 73112/7352*	1 599 480 €	1 668 690 €	1 599 480 €	1 599 480 €	Montant de référence 2024 (sans prise en compte de la dynamique) - @ du 10/11 Finances active
TASCOM - *COMPTE 73113*	228 778 €	210 399 €	210 000 €	210 000 €	Cristallisation
IFER - *COMPTE 73114*	378 305 €	427 381 €	427 381 €	427 381 €	Cristallisation
FNGIR - *COMPTE 73221*	3 030 534 €	3 030 534 €	3 030 534 €	3 030 534 €	Cristallisation
PRODUIT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES	***3 868 962 €***	***4 051 361 €***	***4 051 361 €***	***4 051 361 €***	
CFE - *COMPTE 73111*	2 941 570 €	3 163 528 €	3 163 528 €	3 163 528 €	Cristallisation
TAXE FONCIERE (BATI) - *COMPTE 73111*	597 451 €	607 417 €	607 417 €	607 417 €	Cristallisation
TAXE FONCIERE (NON BATI) - *COMPTE 73111*	169 949 €	152 064 €	152 064 €	152 064 €	Cristallisation
TAXE HABITATION - *COMPTE 73111 - Résidence principale et secondaire*	110 045 €	87 192 €	87 192 €	87 192 €	Cristallisation
TAXE ADDITIONNELLE FONCIER NON BATI - *COMPTE 73111*	39 744 €	41 160 €	41 160 €	41 160 €	Cristallisation
ROLES SUPPLEMENTAIRES - *COMPTE 73111*	1 048 €	- €	- €	- €	
ROLES SUPPLEMENTAIRES - *COMPTE 73118*	9 155 €	- €	- €	- €	
FISCALITE INDIRECTE	***5 111 657 €***	***5 293 009 €***	***5 437 172 €***	***5 562 532 €***	
ATTRIBUTION DE COMPENSATION - *COMPTE 73211*	10 901 €	10 901 €	10 901 €	10 901 €	Cristallisation
FPIC - *COMPTE 73223 / 732221*	170 801 €	166 687 €	166 000 €	166 000 €	Cristallisation
TAXE ORDURE MENAGERE - *COMPTE 7331*	3 477 217 €	3 614 150 €	3 759 000 €	3 909 360 €	↗ de 4%
TAXE DE SEJOUR - *COMPTE 7362-731721*	116 831 €	150 000 €	150 000 €	125 000 €	
FRACTION DE TVA pour la TH - *COMPTE 7382/7351*	1 335 907 €	1 351 271 €	1 351 271 €	1 351 271 €	Cristallisation
TOTAUX	**14 217 716 €**	**14 681 374 €**	**14 755 928 €**	**14 881 288 €**	

Dans ce contexte, la collectivité a retenu les hypothèses suivantes : cristallisation de ces recettes fiscales, en l'absence de loi de finances.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

1.3 DCRTP

Dotation de Compensation relative à la Réforme de la Taxe Professionnelle.

CMNC a été créée d'emblée avec l'option de l'impôt économique unifié.
En juillet 2017, la Comcom a délibéré pour se substituer à ses communes membres pour percevoir la DCRTP conformément au code des impôts (article 1609 nonies).

Communauté de Communes	2024	Projeté 2025	Prév 2026	Prév 2027
DCRTP attribution *(dotation de compensation de la taxe professionnelle)* *Cpt 748312*	**1 683 657 €**	**1 620 980 €**	**1 560 980 €**	**1 500 980 €**

La prévision budgétaire 2026 prévoit un écrêtement d'environ 60 000 euros par an.

1.4 FPIC prévisionnel (Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales)

En 2025, CMNC est déficitaire du FPIC pour un montant net de -2 174€ en étant à la fois contributeur pour 168 861€ et bénéficiaire pour un montant de 166 687€.

1.5 DGF prévisionnelle 2026

La Dotation Globale de Fonctionnement a été réformée. La DGF bonifiée a été supprimée. Dans l'attente d'informations complémentaires pour le budget en 2026, le montant de la dotation sera égal à celui touché en 2025.

	2024	Projeté 2025	Prévisionnel 2026	Prévisionnel 2027
DGF *Cpt 741124*	334 900€	365 417€	365 417€	365 417€

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

1.6 Recettes liées aux postes créés et subventionnés par l'État

Intitulé du poste	Réalisé 2024			Réalisé 2025			Prévisionnel 2026			Prévisionnel 2027		
	Dépenses	Recettes	Reste à charge	Dépenses	Recettes	Reste à charge	Dépenses	Recettes	Reste à charge	Dépenses	Recettes	Reste à charge
Chef de projet « Petites villes de demain »	54 947 €	41 175 €	*13 772 €*	57 700 €	43 125 €	*14 575 €*	59 200 €	41 000 €	*18 200 €*	60 200 €	- €	*60 200 €*
Conseiller numérique	34 659 €	20 091 €	*14 568 €*	36 500 €	17 500 €	*19 000 €*	37 080 €	12 500 €	*24 580 €*	37 500 €	- €	*37 500 €*
Fab manager	43 503 €	43 134 €	*369 €*	45 500 €	- €	*45 500 €*	49 030 €	- €	*49 030 €*	50 000 €	- €	*50 000 €*
TOTAUX	**133 109 €**	**104 400 €**	**28 709 €**	**139 700 €**	**60 625 €**	**79 075 €**	**145 310 €**	**53 500 €**	**91 810 €**	**147 700 €**	**- €**	**147 700 €**

Il conviendra d'anticiper la fin des financements par l'Etat de ces missions, dans la perspective de leur éventuel maintien tant en termes d'ingénierie propre que de service.

1.7 Produits des baux (Chap 75)

Il s'agit des recettes issues des baux **durant l'année budgétaire.**

Budget principal

Recettes loyers TTC	2024	Projeté 2025	Prévisionnel 2026	Prévisionnel 2027
Bail emphytéotique Malicorne *Parc Photovoltaïque*	9 156 €	9 156 €	9 300 €	9 400 €
Bail emphytéotique Chamblet 1 *Parc Photovoltaïque*	29 860 €	29 868 €	30 000 €	30 000 €
Bail emphytéotique Chamblet 2 *Parc Photovoltaïque*	35 197 €	35 218 €	35 200 €	37 300 €
Résidence sénior à Doyet	8 304 €	8 450 €	8 595 €	8 595 €
Maison de santé à Cosne-d'Allier	17 096 €	17 754 €	17 600 €	17 600 €
Baux précaires - SAFER	6 278 €	6 300 €	6 400 €	6 500 €
TOTAL	**105 891 €**	**106 746 €**	**107 095 €**	**109 395 €**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

1.8 Bilan 2024/2025 et prévisionnel 2026/2027 des dépenses et des recettes des structures et des services

AIRE DES GENS DU VOYAGE

	2024	PROJETE 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	27 759 €	21 772 €	32 020 €	32 500 €
Prestataire	41 688 €	43 500 €	45 500 €	47 500 €
TOTAUX	***69 447 €***	***65 272 €***	***77 520 €***	***80 000 €***
RECETTES				
Facturations	16 073 €	13 229 €	14 000 €	14 000 €
TOTAUX	***16 073 €***	***13 229 €***	***14 000 €***	***14 000 €***
RESULTAT	**- 53 374 €**	**- 52 043 €**	**- 63 520 €**	**- 66 000 €**

FABLAB LA BOBINE

	2024	PROJETE 2025	2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	18 460 €	15 968 €	20 440 €	20 600 €
Charges de personnels	43 503 €	46 500 €	49 030 €	50 000 €
Investissement	4 597 €	3 440 €	700 €	- €
TOTAUX	***66 561 €***	***65 908 €***	***70 170 €***	***70 600 €***
RECETTES				
Rbt salaires	- €	1 261,81 €	- €	- €
Abt + consommables	7 083 €	11 649 €	8 500 €	8 500 €
Subventions	75 029 €	- €	- €	- €
TOTAUX	***82 112 €***	***12 910 €***	***8 500 €***	***8 500 €***
RESULTAT	**15 551 €**	**- 52 997 €**	**- 61 670 €**	**- 62 100 €**

ACCUEIL DE LOISIRS / PERISCOLAIRE A COSNE-D'ALLIER

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	38 282 €	37 652 €	44 880 €	45 200 €
Charges personnels	150 701 €	136 970 €	144 660 €	145 660 €
TOTAUX	***188 983 €***	***174 622 €***	***189 540 €***	***190 860 €***
RECETTES				
Rbt salaires	573 €	2 348 €	- €	- €
Participations des familles	22 475 €	27 591 €	26 000 €	26 000 €
Dotations CAF/MSA/Départ.	40 044 €	45 748 €	44 600 €	44 600 €
TOTAUX	***63 092 €***	***75 687 €***	***70 600 €***	***70 600 €***
RESULTAT	**- 125 891 €**	**- 98 934 €**	**- 118 940 €**	**- 120 260 €**

Pour rappel, au DOB 2025, il était prévu un reste à charge de 107 745€ pour 2025.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

ACCUEIL DE LOISIRS « LES GALIBOTS »

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	213 783 €	211 335 €	221 600 €	222 500 €
Charges personnels	395 031 €	419 825 €	435 600 €	440 100 €
TOTAUX	***608 814 €***	***631 160 €***	***657 200 €***	***662 600 €***
RECETTES				
Rbt salaires	1 807 €	46 €	- €	- €
Participations des familles	126 860 €	125 524 €	130 000 €	133 000 €
Dotations CAF/MSA/Départ.	152 685 €	161 450 €	166 000 €	166 000 €
TOTAUX	***281 352 €***	***287 020 €***	***296 000 €***	***299 000 €***
RESULTAT	**- 327 462 €**	**- 344 140 €**	**- 361 200 €**	**- 363 600 €**

Pour rappel, au DOB 2025, il était prévu un reste à charge de 364 448€ en 2025. Les charges des saisonniers sont désormais ventilées sur les budgets des structures. Pour les Galibots, l'impact est de 13 359,37€ pour 2025.

PETITE CRECHE ET RELAIS PETITE ENFANCE « 3 POMMES »

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	74 995 €	77 153 €	82 767 €	83 500 €
Charges personnels	382 174 €	408 598 €	435 560 €	439 560 €
TOTAUX	***457 169 €***	***485 751 €***	***518 327 €***	***523 060 €***
RECETTES				
Rbt salaires	11 333 €	782 €	- €	- €
Participations des familles	54 126 €	55 912 €	53 000 €	53 000 €
Dotations CAF/MSA/Départ.	278 157 €	293 906 €	294 182 €	294 182 €
TOTAUX	***343 615 €***	***350 600 €***	***347 182 €***	***347 182 €***
RESULTAT	**- 113 554 €**	**- 135 151 €**	**- 171 145 €**	**- 175 878 €**

Pour rappel, au DOB 2025, il était prévu un reste à charge de 117 470€ en 2025.

MICRO-CRECHE « LES P'TITES GRAINES »

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	24 697 €	27 139 €	31 220 €	32 500 €
Charges personnels	188 051 €	175 954 €	182 150 €	183 550 €
TOTAUX	***212 748 €***	***203 093 €***	***213 370 €***	***216 050 €***
RECETTES				
Rbt salaires	1 447 €	- €	- €	- €
Participations des familles	29 761 €	27 636 €	29 000 €	29 000 €
Dotations CAF/MSA/Départ.	98 322 €	97 564 €	104 000 €	104 000 €
TOTAUX	***129 530 €***	***125 200 €***	***133 000 €***	***133 000 €***
RESULTAT	**- 83 218 €**	**- 77 893 €**	**- 80 370 €**	**- 83 050 €**

Pour rappel, au DOB 2025, il était prévu un reste à charge de 81 091€ en 2025.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

MEDIATHEQUES-LUDOTHEQUES

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Charges générales	37 985 €	34 463 €	40 940 €	41 500 €
Charges personnels	113 683 €	128 057 €	126 320 €	128 320 €
TOTAUX	***151 668 €***	***162 520 €***	***167 260 €***	***169 820 €***
RECETTES				
Rbt salaires	15 €	3 €	- €	- €
Dotations CAF/MSA/Départ.	27 172 €	27 182 €	31 528 €	26 800 €
TOTAUX	***27 187 €***	***27 185 €***	***31 528 €***	***26 800 €***
RESULTAT	**- 124 481 €**	**- 135 335 €**	**- 135 732 €**	**- 143 020 €**

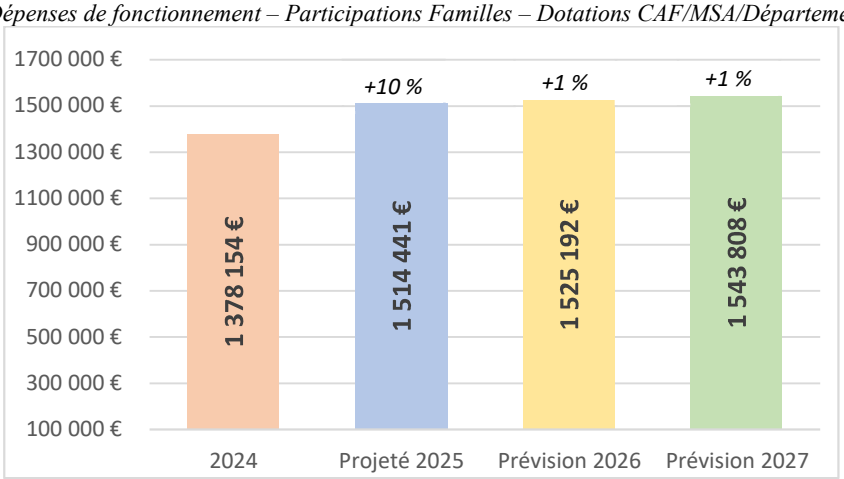
Pour rappel, au DOB 2025, il était prévu un reste à charge de 135 436€ en 2025.

CENTRE SOCIAL MON VILLAGE

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES				
Subvention *(dont régularisation année N-1)*	554 216 €	683 003 €	607 000 €	620 000 €
Charges générales *(fluides+contrats+ travaux entretiens des bâtiments)*	4 382 €	39 985 €	50 805 €	38 000 €
TOTAUX	***558 598 €***	***722 988 €***	***657 805 €***	***658 000 €***

Reste à charge Comcom des Services
Petite enfance, enfance jeunesse et média-ludothèque :
PERISCOLAIRE ET CENTRE DE LOISIRS A COSNE D'ALLIER, LES GALIBOTS, PETITE CRECHE ET RPE « 3 POMMES », LES P'TITES GRAINES, MEDIATHEQUES-LUDOTHEQUES, CENTRE SOCIAL MON VILLAGE

(Dépenses de fonctionnement – Participations Familles – Dotations CAF/MSA/Département)



Pour 2025, le reste à charge des services augmente de 12 % par rapport à 2024.

Pour rappel, au DOB 2025, il était prévu un reste à charge de 1 386 189€ pour l'année 2025.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

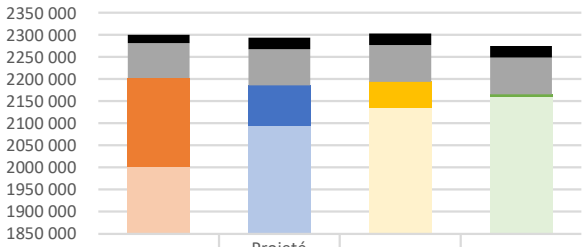
2 Dépenses prévisionnelles 2026- Section Fonctionnement

2.1 Charges de personnel (Chap. 012)

Tableau retraçant les effectifs au 30 novembre 2025 :

	POSTES BUDGETAIRES APRES CONSEIL DU 08/04/2025			
	EMPLOI PERMANENT		EMPLOI NON PERMANENT	
	Temps complet	Temps non complet	Temps complet	Temps non complet
Secteur administratif	**10**	**1**	**2**	**0**
Attaché Principal	1			
Attaché	1		1	
Rédacteur Principal 1ère cl	1			
Rédacteur Principal 2ème cl	1			
Rédacteur	2			
Adjoint administratif principal de 1ère cl	2			
Adjoint administratif pl 2ème cl	0	1		
Adjoint administratif	2		1	
Secteur animation	**10**	**4**	**0**	**0**
Animateur Principal 1ère cl	1			
Adjoint Animation Pl 2ème Cl	6	1		
Adjoint d'animation	1			
Adjoint d'animation		2 (26h)		
Adjoint d'animation	1	1 (26h)		
Adjoint d'animation	1			
Adjoint d'animation				
Patrimoine et bibliothèques	**2**	**0**	**0**	**0**
Assistant principal du patrimoine et des bibliothèques 1ère classe	1			
Adjoint du patrimoine Principal 2ème cl	1			
Secteur Technique	**2**	**3**	**0**	**0**
Technicien Principal 1ère cl	1			
Adjoint technique Principal 1ère Cl		2 (34h)		
Adjoint Technique	1	1 (6h)		
Secteur Médico-Social	**8**	**6**	**0**	**0**
Educateur de jeunes Enfants	2			
Educateur de jeunes Enfants		1 (30h)		
Educateur de jeunes Enfants		1 (21h)		
Auxiliaire Puériculture de classe supérieur	2			
Auxiliaire Puériculture de classe normale	2	2 (28h)		
Agent social Principal 1ère Cl	1			
Agent social Principal 2ème Cl	1			
Agent social		2 (30h)		
TOTAL	**32**	**14**	**2**	**0**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE



	2024	Projeté 2025	Prév 2026	Prév 2027
Refacturation personnel Hôtels entreprises / Maison médicale	18 532 €	26 000 €	26 000 €	26 000 €
Rbt MAD	78 930 €	82 000 €	83 100 €	83 500 €
Rbt salaire / subvention poste	199 358 €	89 427 €	58 500 €	5 000 €
Charges personnels	2 002 878 €	2 095 690 €	2 135 000 €	2 160 000 €

Reste à charges Comcom :
2024 : 1 706 059 €
2025 : 1 898 263 €
Prévision 2026 : 1 967 400 €
Prévision 2027 : 2 045 500 €

Pour 2025, l'augmentation est liée à la mise en place du RIFSEEP sur une année complète, la création du poste de chargé de communication, la diminution ou l'arrêt des subventions liées aux postes de Conseiller numérique et de Fabmanager.
A noté : une augmentation des charges CNRACL de 3 points qui représentent environ 17k€.
Pour 2026, l'augmentation est liée à une nouvelle hausse de CNRACL de 3 points est en vigueur soit 20k€ et l'inscription maximum obligatoire du CIA.

2.2 Charges à caractère général (chap.011)

Ce chapitre retrace les charges courantes nécessaires au fonctionnement de l'EPCI et ses structures : Les Galibots, Les 3 Pommes, le Centre de loisirs de Cosne-d'Allier, les P'tites Graines à Verneix, les médiathèques, l'aire d'accueil des gens du voyage, les ateliers culturels, le Fablab, …

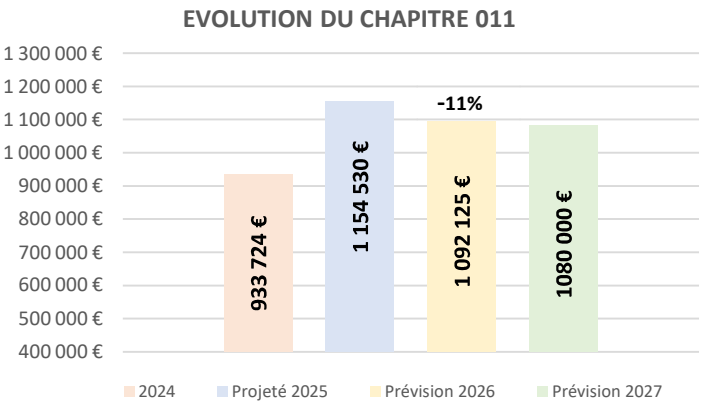
La diminution des charges à caractère général s'explique notamment par la réalisation d'actions ponctuelles terminées sur l'exercice 2025 et la mise en place de nouvelles actions :

Actions terminées :

- *Thermes Néris : -49k€*
- *Charte chromatique : -56k€*

Nouvelles actions :

- *PICS : +15k€*
- *Nettoyage aire ferraillage AGDV : +4k€*
- *Atlas Biodiversité : +18k€*
- *Etude radon : +9k€*



Avec les nouvelles dépenses de prévues, nous constatons une diminution de 11% des dépenses de fonctionnement entre 2025 et 2026.
Economies effectuées :

- *Pour 2025 : le contrat avec le cabinet comptable pour le traitement des paies des saisonniers a été remplacé par le service de paies à façon du Centre de Gestion de l'Allier soit une économie de 11 000€.*
- *Pour 2026 : suite à l'adhésion au service RESAH, les contrats de téléphonies (fixe et mobile) ont été revus à la baisse soit une économie prévisionnelle de 4000€ (adhésion comprise de 1300€).*
- *Le marché d'animation pour l'OPAH se termine au 31 décembre 2025. A compter du 1er janvier 2026, CMNC adhère au Pacte Territorial, nouveau dispositif de contractualisation pour l'accompagnement des ménages et le maintien des financements pour les projets de rénovation de l'habitat (soit une économie de 43 800€).*

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

2.3 Atténuation de produits (Chap. 014)

Depuis le 1er janvier 2021, les communes ont transféré la compétence Contingent SDIS à la Communauté de communes. La charge liée à cette compétence est calculée dans les Attributions de Compensation, inscrit principalement dans ce chapitre, que la Communauté de communes reverse aux communes.

	2024	Projeté 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
ATTRIBUTION COMPENSATION	9 696 600 €	9 696 600 €	9 696 600 €	9 696 600 €
TAXE DE SEJOUR	147 381 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €
FPIC	155 026 €	168 861 €	170 000 €	170 000 €
TOTAUX	**9 999 0007 €**	**10 015 461 €**	**10 026 600 €**	**10 026 600 €**

2.4 Charges financières consolidées (chap.66) et dettes

	BUDGET GENERAL		
	Remboursement en capital	**Remboursement des intérêts**	**Capital restant dû**
2014	71 010,62 €	35 605,53 €	736 403,77 €
2015	74 685,73 €	32 363,20 €	661 718,04 €
2016	56 214,79 €	35 349,33 €	888 068,20 €
2017	45 797,91 €	31 277,21 €	842 270,29 €
2018	47 311,62 €	29 751,60 €	794 958,67 €
2019	48 883,48 €	28 167,33 €	746 075,19 €
2020	50 515,94 €	26 547,15 €	695 559,25 €
2021	52 211,57 €	24 812,67 €	643 347,68 €
2022	53 973,14 €	23 036,93 €	589 374,54 €
2023	122 470,14 €	31 450,99 €	1 466 904,40 €
2024	124 372,17 €	37 066,84 €	1 342 532,23 €
2025	126 349,03 €	34 535,49 €	1 216 183,20 €
2026	121 652,58 €	31 097,12 €	1 094 530,62 €
2027	123 562,80 €	27 802,63 €	970 967,82 €
2028	125 550,38 €	24 442,41 €	845 417,44 €
2029	127 618,79 €	20 975,62 €	717 798,65 €
2030	129 771,74 €	17 435,85 €	588 026,91 €
2031	110 154,76 €	13 915,87 €	477 872,15 €
2032	104 688,61 €	10 747,60 €	373 183,54 €
2033	106 517,02 €	7 521,56 €	266 666,52 €
2034	66 666,68 €	4 954,17 €	199 999,84 €
2035	66 666,68 €	3 587,50 €	133 333,16 €
2036	66 666,68 €	2 220,83 €	66 666,48 €
2037	66 666,48 €	854,17 €	0,00 €
TOTAL	**2 089 979,34 €**	**535 519,60 €**	

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

2.5 Principales charges de gestion courante (chap.65)

Il s'agit des subventions versées aux communes (Ecole de musique et la Pléiade à Commentry), aux budgets annexes CMNC (Opération TVA), aux associations (Centre social Mon Village, l'ADEM pour l'ACI, l'Association Intercommunale de musique), et des cotisations à divers organismes (PETR Pays de Montluçon, CAUE,…).

ARTICLES	REALISE 2024	PROJETE 2025	PREV 2026 SANS AFFECTATION	PREV 2026 AVEC AFFECTATION	PREV 2027
65132 - Prix	0,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €
6514 - Cotisations, adhésions et autres prestations	13 376,75 €	13 272,00 €	13 500,00 €	13 500,00 €	13 500,00 €
SOUS TOTAL	**13 376,75 €**	**13 772,00 €**	**14 000,00 €**	**14 000,00 €**	**14 000,00 €**
65311 - Indemnité de fonction	152 274,84 €	153 000,00 €	153 000,00 €	153 000,00 €	153 000,00 €
65313 - Cotisation de retraite	13 001,53 €	13 200,00 €	13 200,00 €	13 200,00 €	13 200,00 €
65314 - Cotisation de sécurité sociale	32 918,35 €	33 000,00 €	33 000,00 €	33 000,00 €	33 000,00 €
65315 - Formation	0,00 €	0,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €
SOUS TOTAL	**198 194,72 €**	**199 200,00 €**	**203 200,00 €**	**203 200,00 €**	**203 200,00 €**
6541 - Créance admises en non-valeur	2 990,75 €	2 761,65 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €
6542 - Créances éteintes	522,46 €	1 033,95 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
SOUS TOTAL	**3 513,21 €**	**3 795,60 €**	**5 500,00 €**	**5 500,00 €**	**5 500,00 €**
6553 - SDIS	587 241,00 €	604 392,00 €	617 159,00 €	617 159,00 €	629 500,00 €
SOUS TOTAL	**587 241,00 €**	**604 392,00 €**	**617 159,00 €**	**617 159,00 €**	**629 500,00 €**
65568 - ATDA	6 798,00 €	9 167,00 €	7 100,00 €	7 100,00 €	7 200,00 €
65568 - PETR - *Pays*	45 021,10 €	44 635,20 €	45 150,00 €	45 150,00 €	45 150,00 €
65568 - PETR - *Leader*	6 620,75 €	6 564,00 €	6 750,00 €	6 750,00 €	6 750,00 €
65568 - PETR - *Scot*	2 648,30 €	2 625,60 €	2 750,00 €	2 750,00 €	2 750,00 €
65568 - PETR - *Plie*	9 269,35 €	9 189,60 €	9 350,00 €	9 350,00 €	9 350,00 €
65568 - SDE 03 - *Eclairage publics*	24 753,00 €	45 317,00 €	45 500,00 €	45 500,00 €	47 000,00 €
65568 - Sictoms	3 474 564,85€	3 604 908,00 €	3 771 000,00 €	3 771 000,00 €	3 922 400,00 €
SOUS TOTAL	**3 569 675,35 €**	**3 722 406,40 €**	**3 887 600,00 €**	**3 887 600,00 €**	**4 040 600,00 €**
657341 - Festival de Cosne d'allier	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
657341 - Subvention d'équilibre budget Portage de repas	75 866,25 €	99 385,00 €	0,00 €	96 104,00 €	106 000,00 €
657341 - Subvention d'équilibre budget Opérations TVA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	72 500,00 €	19 500,00 €
657341 - Subvention d'équilibre budget Thermes	0,00 €	327 234,00 €	0,00 €	801 800,00 €	494 800,00 €
657341 - Fonds concours Pléiade et école de musique de Commentry	194 500,35 €	178 343,62 €	212 000,00 €	212 000,00 €	212 000,00 €
SOUS TOTAL	**272 866,60 €**	**604 962,62 €**	**212 000,00 €**	**1 182 404,00 €**	**832 300,00 €**
657358 - CT Cher Montluçonnais - Cen Allier	0,00 €	0,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
657358 - Lumière sur l'industrie	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
SOUS TOTAL	**2 000,00 €**	**2 000,00 €**	**7 000,00 €**	**7 000,00 €**	**7 000,00 €**
65748 - ADEM	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
65748 - ADIL	3 232,00 €	3 221,00 €	3 250,00 €	3 250,00 €	3 250,00 €
65748 - CAUE Allier	2 731,49 €	2 712,02 €	2 751,00 €	2 751,00 €	2 751,00 €
65748 - Initiative Allier	6 545,00 €	6 545,00 €	6 545,00 €	6 545,00 €	6 545,00 €

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

ARTICLES	REALISE 2024	PROJETE 2025	PREV 2026 SANS AFFECTATION	PREV 2026 AVEC AFFECTATION	PREV 2027
65748 - Centre social Mon Village	455 000,00 €	590 000,00 €	607 000,00 €	607 000,00 €	620 000,00 €
65748 - Centre social Mon Village - Régularisation N-1	99 216,27 €	93 002,81 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
65748 - COS	13 065,16 €	14 279,08 €	15 000,00 €	15 000,00 €	17 000,00 €
65748 - Ecole intercommunal de musique de Montmarault	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
65748 - Office de tourisme intercommunal	245 700,00 €	245 700,00 €	245 700,00 €	245 700,00 €	245 700,00 €
SOUS TOTAL	**905 489,92 €**	**1 035 459,91 €**	**960 246,00 €**	**960 246,00 €**	**975 246,00 €**
65811 - Droits et utilisation	2 231,71 €	2 300,00 €	2 300,00 €	2 300,00 €	2 300,00 €
65818 - Autres	345,46 €	0,00 €	400,00 €	400,00 €	400,00 €
65888 - Autres charges	2,28 €	1,16 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €
SOUS TOTAL	**2 579,45 €**	**2 301,16 €**	**3 200,00 €**	**3 200,00 €**	**3 200,00 €**
TOTAL FONCTIONNEMENT (CHAPITRE 65)	***5 554 937,00 €***	***6 188 289,69 €***	***5 909 905,00 €***	***6 880 309,00 €***	***6 710 546,00 €***

Contribution SDIS

Pour rappel, en 2021 la contribution était de 519 061€, soit une augmentation de 98 098€ entre 2021 et 2026 (évolution de +19%).

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

3 Dépenses projetées 2025 – Section investissement

BUDGET GENERAL – TTC

Enfance / Jeunesse	**25 737 €**
Médiathèques / Ludothèque	**1 508 €**
Grille d'exposition	1 508 €
Petite crèche « 3 Pommes »	**6 909 €**
Tablette + ordinateur	905 €
Armoire	526 €
Fauteuil allaitement	1 260 €
Présentoir pour protocoles	445 €
Lave linge	3 774 €
RPE « 3 Pommes »	**1 488 €**
Téléphone portable	65 €
Portail Assmat	1 423 €
Les Galibots	**4 458 €**
Ordinateur - reliquat 2024	1 252 €
Matériels sportifs	998 €
Vidéoprojecteur	708 €
Mobilier	1 500 €
Micro-crèche "Les P'tites Graines" à Verneix	**942 €**
Cabane et table extérieur	942 €
Alsh- Périscolaire Cosne d'Allier	**786 €**
Flocage véhicule	576 €
Matériels sportifs	210 €
Centre Social Mon Village	**9 645 €**
Premier équipement ALSH Bézenet	9 645 €
Acquisition foncière	**33 500 €**
Terrain Hôtel communautaire	33 500 €
Travaux	**1 450 854 €**
Rénovation énergétique des bâtiments	**42 808 €**
Solde	42 808 €
Multi-accueil 3 Pommes	**4 140 €**
Réfection des murs	4 140 €
RPE « 3 Pommes »	**8 201 €**
Installation climatisation	8 201 €
Aire des gens du voyage	**1 953 €**
Création d'un trottoir	1 953 €
ZAC de Magnier	**5 538 €**
Création de ralentisseur	5 538 €
Réhabilitation du Collège de Bézenet	**446 097 €**
Travaux	446 097 €
RD37	**705 807 €**
Hôtel communautaire	**128 093 €**
Etang des Marais - *Report 2024*	**10 487 €**
Crèche à Bézenet	**48 775 €**
Aménagement extérieur	48 775 €
Résidence sénior à Doyet	**1 078 €**
Maison de santé à Cosne-d'Allier	**47 877 €**
Fouilles archéologique - *solde*	45 530 €
Fabrication et pose d'un meuble	2 347 €
Etudes	**3 360 €**
Parc d'exposition à Sazeret	3 360 €
Economique	**71 524 €**
Fonds de concours dispositif communal	71 524 €
Habitat / Urbanisme	**154 592 €**
Aides à l'habitat	47 601 €
Aide à l Immobilier Entreprises	56 990 €
Subventions logements sociaux	50 000 €
Equipement pour le siège	**1 933 €**
2 détecteurs CO2	648 €
Ecrans/ordinateurs	1 285 €

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

Equipement numérique des écoles	**7 870 €**
3 Vidéoprojecteur	3 682 €
Ordinateur	4 188 €
Conseiller numérique	**1 080 €**
3 ordinateurs	1 080 €
Fablab	**3 440 €**
Imprimante UV A4	3 440 €
TOTAL	**1 753 890 €**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

4 Dépenses prévisionnelles 2026/2027 - section investissement

BUDGET GENERAL	2026	2027
	Dépenses	Dépenses
Equipements Culture / Enfance / Jeunesse	**19 790 €**	**20 000 €**
Les Galibots	**1 980 €**	**0 €**
Fontaine à eau	*1 980 €*	
RPE «3 Pommes »	**800 €**	**0 €**
Petit matériel - Panneau d'affichage acoustique	*800 €*	
Médiathèques/Ludothèques	**17 010 €**	**0 €**
Ré-informatisation de 8 PC	*9 300 €*	
Portail internet + formation	*7 710 €*	
Matériels divers pour structures		**20 000 €**
Fablab	**700 €**	**0 €**
Mise à jour du parc d'impression 3D	700 €	0 €
Travaux	**1 821 180 €**	**1 450 000 €**
Petite crèche «3 Pommes »	**5 180 €**	**0 €**
Installation d'une VMC dans la buanderie	*5 180 €*	
Aire des gens du voyage	**2 000 €**	**0 €**
Installation de 2 VMC	*2 000 €*	
Hotel communautaire	**1 600 000 €**	**1 000 000 €**
AP/CP - Travaux	*1 600 000 €*	*1 000 000 €*
ALSH Montmarault	**144 000 €**	**400 000 €**
AP/CP - Maîtrise d'œuvre	*144 000 €*	*400 000 €*
Autres travaux	**70 000 €**	**50 000 €**
Urbanisme / Habitat	**136 000 €**	**121 000 €**
Aides à l'habitat	**81 000 €**	**81 000 €**
Subvention pour les logements sociaux	**55 000 €**	**40 000 €**
Economique	**325 000 €**	**350 000 €**
AP - Fonds de concours	**125 000 €**	**150 000 €**
Aides à l'immobilier d'entreprises	**200 000 €**	**200 000 €**
Matériel informatique	**22 000 €**	**25 000 €**
Matériel informatique siège	**2 000 €**	**2 000 €**
Equipement numérique	**20 000 €**	**25 000 €**
Etudes	**10 000 €**	**10 000 €**
Frais d'étude	**10 000 €**	**10 000 €**
Equipements divers	**47 000 €**	**5 000 €**
Dégrilleur	**27 000 €**	**0 €**
Matériel divers	**20 000 €**	**5 000 €**
TOTAL	**2 381 670 €**	**1 981 000 €**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

5 Synthèse générale

DEPENSES FONCTIONNEMENT	REALISE 2024	CA PROJETE 2025	PREV 2026 - DOB	PREV 2026 - DOB - Avec affect	PREV 2027
011 - Charges à caractère général	**933 724 €**	**1 154 530,18 €**	**1 092 125 €**	**1 092 125 €**	**1 080 000 €**
60 – Achats et variation des stocks	335 713 €	389 169 €	406 440 €	406 440 €	406 440 €
61 – Services extérieurs	408 452 €	314 €	468 265 €	468 265 €	456 140 €
Dont dépenses imprévues			*0 €*	*0 €*	*0 €*
62 – Autres services extérieurs	182 222 €	1 484 €	211 020 €	211 020 €	211 020 €
63 – Impôts, Taxes et versements assimilés	7 336 €	2 642 €	6 400 €	6 400 €	6 400 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	**2 002 878 €**	**2 095 690 €**	**2 135 000 €**	**2 135 000 €**	**2 160 000 €**
62 – Autres services extérieurs	71 393 €	68 448 €	73 600 €	73 600 €	75 600 €
63 – Impôts, Taxes et versements assimilés	24 281 €	25 017 €	28 920 €	28 920 €	40 920 €
64 – Charges de personnel	1 907 204 €	2 002 226 €	2 032 480 €	2 032 480 €	2 043 480 €
014 - Atténuations de produits	**9 999 007 €**	**10 015 461 €**	**10 026 600 €**	**10 026 600 €**	**10 026 600 €**
65 - Autres charges de gestion courante	**5 554 937 €**	**6 188 290 €**	**5 909 905€**	**6 880 309€**	**6 710 546 €**
66 - Charges financières	**37 067 €**	**35 000 €**	**30 796€**	**30 796 €**	**28 000 €**
67 - Charges exceptionnelles	**49 331 €**	**12 163 €**	**3 000 €**	**3 000€**	**3 000 €**
68 - Dotation aux amortissement	**6 €**	**150 €**	**2 000€**	**2 000€**	**2 000 €**
Total dépenses réelles	**18 576 950 €**	**19 501 284 €**	**19 199 426 €**	**20 169 830 €**	**20 010 146 €**
Virement section à section					
Total dépenses d'ordre	*747 618 €*	*801 590 €*	*850 000 €*	*850 000 €*	*900 000 €*
Total dépenses de fonctionnement	**19 324 568 €**	**20 302 874 €**	**20 049 426 €**	**21 019 830 €**	**20 910 146 €**

RECETTES FONCTIONNEMENT	REALISE	CA PROJETE 2025	PREV 2026 - DOB	PREV 2026 - DOB - Avec affect	PREV 2027
70 - Produits des services, domaine et ventes diverses	**365 885 €**	**392 518,68 €**	**383 400 €**	**383 400 €**	**385 000 €**
73 - Impôts et taxes	**6 147 623 €**	**6 228 083 €**	**6 158 186 €**	**6 158 186 €**	**6 158 186 €**
731 - Impositions directes	**8 070 093 €**	**8 453 291 €**	**8 597 742 €**	**8 597 742 €**	**8 723 102 €**
74 - Dotations, subventions et participations	**5 319 698 €**	**5 443 097,66 €**	**5 157 991 €**	**5 157 991 €**	**5 069 960 €**
75 - Autres produits de gestion courante	**105 900 €**	**106 826,34 €**	**107 095 €**	**107 095 €**	**110 000 €**
76 - Produits financiers	**28 356 €**	**22 000,00 €**	**11 000 €**	**11 000 €**	**0 €**
77 - Produits exceptionnels	**30 895 €**	**2 752,03 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
78 - Reprises sur amortissements, dépréciations	**1 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
79 - Transfert de charges	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
013 - Atténuations de charges	**94 958 €**	**46 301,99 €**	**17 500 €**	**17 500 €**	**0 €**
002 - Excédent de fonctionnement	**9 562 245 €**	**10 401 086 €**		**11 113 082 €**	**10 846 552 €**
Total recettes réelles	**29 725 654 €**	**31 095 956,31 €**	**20 432 914 €**	**31 545 996 €**	**31 292 800 €**
Total recettes d'ordre	*0 €*	*320 000 €*	*350 000 €*	*350 000 €*	*380 000 €*
Total recettes de fonctionnement	**29 725 654 €**	**31 415 956 €**	**20 782 914 €**	**31 895 996 €**	**31 672 800 €**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

Epargne de gestion	**11 185 771 €**	**11 629 672 €**	**1 264 688 €**	**11 407 366 €**	**11 310 554 €**
Intérêt de la dette	37 067 €	35 000 €	31 200 €	31 200,00 €	27 900 €
Epargne brute	**11 148 704 €**	**11 594 672 €**	**1 233 488 €**	**11 376 166 €**	**11 282 654 €**
Remboursement capital de la dette	125 692 €	128 360 €	122 000 €	122 000 €	124 000 €
Epargne nette	**11 023 012 €**	**11 466 312 €**	**1 111 488 €**	**11 254 166 €**	**11 158 654 €**

DEPENSES INVESTISSEMENT	REALISE 2024	CA PROJETE 2025	PREV 2026 - DOB	PREV 2026 - DOB - Avec affect	PREV 2027
Dépenses d'équipement *(Chap 20-204-21-23)* *Dont dépenses imprévues*	**2 338 975 €**	**1 753 890 €**	**2 381 670 €**	**2 381 670 €**	**1 981 000 €**
Reste à réaliser					
Remboursement capital de la dette	**125 692 €**	**128 360 €**	**124 000 €**	**124 000 €**	**126 000 €**
Autres dépenses d'investissement *(Chap 13-27)*	**100 851 €**	**61 705 €**	**5 000 €**	**5 000 €**	**5 000 €**
Déficit d'investissement					**843 695 €**
Total dépenses réelles	**2 565 518 €**	**1 943 955 €**	**2 510 670 €**	**2 510 670 €**	**2 955 695 €**
Total dépenses d'ordre		*320 000 €*	*350 000 €*	*350 000 €*	*380 000 €*
Total dépenses d'investissement	**2 565 518 €**	**2 263 955 €**	**2 860 670 €**	**2 860 670 €**	**3 335 695 €**

RECETTES INVESTISSEMENT	REALISE 2024	CA PROJETE 2025	PREV 2026 - DOB	PREV 2026 - DOB - Avec affect	PREV 2027
10 - Dotations, fonds divers	**224 166 €**	**398 453 €**	**250 000 €**	**250 000 €**	**180 000 €**
13 - Subventions d'investissement reçues	**1 615 403 €**	**1 022 980 €**	**543 136 €**	**543 136 €**	**915 000 €**
16 - Emprunt, cautionnement	**1 140 €**	**1 500 €**	**522 000 €**	**0 €**	**0 €**
204 - Subventions	**4 750 €**	**3 770 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
21 - Immobilisation corporelles	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
27 - Autres immobilisations financières	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
001 - Excédent d'investissement reporté	**29 943 €**	**57 502 €**		**21 840 €**	
Total recettes réelles	**1 875 401 €**	**1 484 205 €**	**1 315 136 €**	**814 976 €**	**1 095 000 €**
Virement de section à section					
Total recettes d'ordre	*747 618 €*	*801 590 €*	*850 000 €*	*850 000 €*	*900 000 €*
Total recettes d'investissement	**2 623 020 €**	**2 285 795 €**	**2 165 136 €**	**1 664 976 €**	**1 995 000 €**

Résultat de l'exercice	**10 458 587 €**	**11 134 922 €**	**37 954 €**	**9 680 472 €**	**9 421 959 €**
Retraité sans affectation résultat	***896 3427 €***	***733 836 €***		**-1 432 610 €**	***-1 424 593 €***

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

II. BUDGETS ANNEXES

1. Budget Autres Opérations assujetties à la TVA - HT

1.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté

*Le montant des dépenses de fonctionnement projeté est de **68 532€**.*
*Le montant des recettes de fonctionnement projeté est de **110 706€**.*
Le résultat de fonctionnement de l'année projeté est de ***42 174€*** **(**CA projeté).

*Le montant des dépenses d'investissement projeté est de **17 976€**.*
*Le montant des recettes d'investissement projeté est de **1€**.*
Le résultat *d'investissement* de l'année projeté est de **-17 975€ (**CA projeté).

1.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027

	2024	CA PROJETE 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**42 555 €**	**68 532 €**	**77 725 €**	**66 065 €**
Charges générales	20 941 €	45 375 €	52 600 €	42 290 €
Charges personnels	18 532 €	21 000 €	21 000 €	21 000 €
Créances éteintes/admission non-valeur	424 €	258 €	2 000 €	1 000 €
Intérêts	2 205 €	1 900 €	1 625 €	1 275 €
Provisions	453 €	- €	500 €	500 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**104 434 €**	**110 706 €**	**115 000 €**	**117 200 €**
Loyers + Charges - Hôtel d'entreprises Malicorne	78 279 €	80 812 €	84 500 €	85 200 €
Loyers + Charges - Hôtel d'entreprises Montmarault	26 155 €	29 485 €	30 500 €	32 000 €
Reprise sur provisions	0 €	409 €	0 €	0 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**61 879€**	**42 174 €**	**37 275 €**	**51 135 €**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**19 465 €**	**17 976 €**	**20 290 €**	**18 610 €**
Emprunt et cautionnement	15 170 €	17 976 €	18 290 €	18 610 €
Matériels + travaux	4 295 €	- €	2 000 €	- €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**464 346 €**	**1 €**	**2 500 €**	**2 500 €**

Les hôtels d'entreprises de Malicorne et Montmarault génèrent des excédents de fonctionnement d'environ 50 000 euros par an. Ces excédents permettent d'épurer le déficit d'investissement.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

1.3 Suivi des emprunts

	BUDGET OPERATION TVA		
	Remboursement en capital	**Remboursement des intérêts**	**Capital restant dû**
2014	33 815,49 €	8 139,39 €	237 175,64 €
2015	34 893,33 €	7 061,55 €	202 282,31 €
2016	45 728,62 €	9 450,90 €	381 553,69 €
2017	50 345,67 €	9 008,73 €	331 208,02 €
2018	51 795,74 €	7 558,66 €	279 412,28 €
2019	53 288,90 €	6 065,50 €	226 123,38 €
2020	54 826,48 €	4 527,92 €	171 296,90 €
2021	24 695,04 €	3 193,20 €	146 601,86 €
2022	14 576,36 €	2 823,16 €	132 025,50 €
2023	14 870,07 €	2 529,45 €	117 155,43 €
2024	15 169,71 €	2 229,81 €	101 985,72 €
2025	15 475,39 €	1 924,13 €	86 510,33 €
2026	15 787,22 €	1 612,30 €	70 723,11 €
2027	16 105,35 €	1 294,17 €	54 617,76 €
2028	16 429,88 €	969,64 €	38 187,88 €
2029	16 760,95 €	638,57 €	21 426,93 €
2030	17 098,70 €	300,82 €	4 328,23 €
2031	4 328,23 €	21,64 €	0,00 €

2. Budget Maison Médicale - HT

2.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté

*Le montant des dépenses de fonctionnement projeté est de **5 547€**.*
*Le montant des recettes de fonctionnement projeté est de **21 269€**.*
Le résultat de fonctionnement de l'année projeté est de ***15 722€*** (CA projeté).

*Le montant des dépenses d'investissement projeté est de **1 000€**.*
*Le montant des recettes d'investissement projeté est de **0 €**.*
Le résultat *d'investissement* de l'année projeté est de **-1 000 €** (CA projeté).

2.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027

	2024	CA PROJETE 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**17 052 €**	**5 547 €**	**26 316 €**	**15 000 €**
Charges générales	17 050 €	757 €	20 316 €	8 500 €
Charges personnels	0 €	4 790 €	6 000 €	6 500 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**22 933 €**	**21 269 €**	**21 400 €**	**21 600 €**
Loyers + Charges	22 933 €	21 269 €	21 400 €	21 600 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**5 881 €**	**15 722 €**	**-4 916€**	**6 600 €**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**31 536 €**	**1 000 €**	**0 €**	**0 €**
Travaux	31 536 €	1 000 €	0 €	0 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

3. Budget Portage de Repas - HT

3.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté

*Le montant des dépenses de fonctionnement projeté est de **758 830€**.*
*Le montant des recettes de fonctionnement projeté est de **762 385€**.*
Le résultat de fonctionnement de l'année projeté est de ***3 555€*** **(**CA projeté).

*Le montant des dépenses d'investissement projeté est de **3 555€**.*
*Le montant des recettes d'investissement projeté est de **0€**.*
Le résultat *d'investissement* de l'année projeté est de **3 555€ (**CA projeté).

3.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027

	2024	CA PROJETE 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**718 238 €**	**758 830 €**	**811 600 €**	**856 000 €**
Charges générales	673 189 €	711 200 €	759 600 €	803 500 €
Charges personnels	44 136 €	47 130 €	47 500 €	48 000 €
Créances éteintes/admission non-valeur	684 €	0 €	1 000 €	1 000 €
Provisions	230 €	500 €	3 500 €	3 500 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**718 238 €**	**762 385 €**	**811 600 €**	**856 000 €**
Redevances bénéficiaires	642 371 €	663 000 €	715 496 €	750 000 €
Subvention d'équilibre	75 866 €	99 385 €	96 104 €	106 000 €
Autres	1 €	0 €	0 €	0 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**0 €**	**3 555 €**	**0 €**	**0 €**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0 €**	**3 555€**	**0 €**	**0 €**
Logiciel	0 €	3 555 €	0 €	0 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**

L'excédent de fonctionnement 2025 de 3 555€ vient compenser le déficit d'investissement.

4. Budget Thermes de Néris - HT

4.1 Résultats de l'année 2025 – CA projeté

*Le montant des dépenses de fonctionnement projeté est de **341 884€**.*
*Le montant des recettes de fonctionnement projeté est de **375 234€**.*
Le résultat de fonctionnement de l'année projeté est de ***33 350€*** **(**CA projeté).

*Le montant des dépenses d'investissement projeté est de **4 033 350€**.*
*Le montant des recettes d'investissement projeté est de **4 000 000€**.*
Le résultat *d'investissement* de l'année projeté est de **-33 350€ (**CA projeté).

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

4.2 Dépenses et recettes prévisionnelles 2026 et 2027

	2024	CA PROJETE 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**€**	**341 884 €**	**571 000 €**	**404 000 €**
Charges générales	**0 €**	**220 884 €**	**314 000 €**	**305 000 €**
Entretien sur bâtiment	*0 €*	*0 €*	*215 000 €*	*215 000 €*
Assurances	*0 €*	*7 260 €*	*15 000 €*	*17 000 €*
Etudes	*0 €*	*167 754 €*	*31 000 €*	*0 €*
Honoraires	*0 €*	*25 000 €*	*28 000 €*	*40 000 €*
Publications	*0 €*	*3 470 €*	*5 000 €*	*5 000 €*
Frais bancaire	*0 €*	*2 400 €*	*0 €*	*0 €*
Taxes foncières	*0 €*	*15 000 €*	*25 000 €*	*28 000 €*
Charges personnels	**0 €**	**0 €**	**7 000 €**	**7 000 €**
Charges financières	**0 €**	**53 500 €**	**92 000 €**	**92 000 €**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**€**	**375 234 €**	**911 000 €**	**604 000€**
Loyers	0 €	48 000 €	109 200 €	109 200 €
Subvention d'équilibre	0 €	327 234 €	801 800 €	494 800 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**0 €**	**33 350 €**	**340 000 €**	**200 000 €**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0 €**	**4 033 350 €**	**340 000 €**	**200 000€**
Acquisition	0 €	4 033 350 €	0 €	0 €
Travaux et matériels	0 €	0 €	340 000 €	200 000 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0 €**	**4 000 000€**	**0 €**	**0 €**
Emprunt	0 €	4 000 000 €	0 €	0 €

En attendant la mise en place de la DSP, une convention d'occupation du domaine public est en vigueur. Celle-ci permet le versement d'une subvention d'équilibre du budget général vers le budget annexe.

Concernant l'emprunt de 4 millions souscrit au mois de juin 2025, le taux du livret A initialement était de 2.40%. Au 01 aout 2025, il est passé à 1.70% permettant une économie d'intérêt d'environ 40K€ par an. Les prévisions prévoient une nouvelle baisse du livret A ce qui permettrait de diminuer les intérêts du prêt.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

5. Budget des Zones d'Activités - HT

5.1 Opérations nouvelles 2026 et 2027

BUDGETS ANNEXES	Prévisionnel 2026	Prévisionnel 2027
Budget ZAC du Grand Champ	**10 200 €**	**10 200 €**
Entretien de la zone	*7 200 €*	*7 200 €*
Divers travaux entretiens	*3 000 €*	*3 000 €*
Budget ZA la Brande	**15 000 €**	**365 000 €**
Entretien des fossés	*12 000 €*	*12 000 €*
Divers travaux entretiens	*3 000 €*	*3 000 €*
Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales	*0 €*	*350 000 €*
Budget ZAC du Château d'eau	**7 200 €**	**3 000 €**
Débroussaillage parcelle ZY 79	*4 200 €*	*0 €*
Divers travaux entretiens	*3 000 €*	*3 000 €*
Budget ZAC de Magnier	**3 000 €**	**3 000 €**
Divers travaux entretiens	*3 000 €*	*3 000 €*
Budget ZAC de la Croix de Fragne	**33 737 €**	**3 000 €**
Pose clôture et portail station d'épuration	*18 737 €*	*0 €*
Réaménagement du rond-point	*12 000 €*	*0 €*
Divers travaux entretiens	*3 000 €*	*3 000 €*

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

LEXIQUE

Epargne brute : elle est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Epargne nette : elle correspond à l'épargne brute après déduction du capital de la dette.

CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

CFE : Contribution Foncière des Entreprises

DGF : Dotation Globale de Fonctionnement

CET : Contribution Economique Territoriale

IFER : Imposition Foncière des Entreprises de Réseau

TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

FCTVA : Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

TASCOM : TAxe sur les Surfaces COmmerciales

FNGIR : Fonds National de Garantie Intercommunal de Ressources

DCRTP : Dotation de Compensation relative à la Réforme de la Taxe Professionnelle

DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local

DETR : Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux

DPV : Dotation Politique de la Ville

DETR : Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux

DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements

MAD : Mise à disposition

EFIA : Potentiel Fiscal Agrégé

EFA : Effort Financier Agrégé

EI : Ensemble intercommunaux

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

COMMENTRY
MONTMARAULT
NÉRIS
COMMUNAUTÉ

Conseil Communautaire du 16 décembre 2025

Rapport sur l'égalité femmes-hommes sur le territoire pour l'année 2025

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 3
LES INDICATEURS AU NIVEAU NATIONAL 4
LA SITUATION DE COMMENTRY MONTMARAULT NERIS COMMUNAUTE 5
I. EFFECTIFS ET TAUX DE FEMINISATION 5
Effectifs au 30 novembre 2025 5
Taux de féminisation 5
II. ÂGE MOYEN FEMMES / HOMMES 5
Age moyen par sexe 5
Pyramide des âges – Agents permanents et non permanents – 30 novembre 2025 5
III. REPARTITION DES FEMMES ET DES HOMMES PAR FILIERE ET SECTEUR D'ACTIVITE 6
Filière 6
Secteur d'activité 6
IV. REPARTITION DES FEMMES ET DES HOMMES PAR CATEGORIE HIERARCHIQUE ET PART DES FEMMES SUR POSTE AVEC ENCADREMENT 7
Catégorie hiérarchique 7
Poste avec encadrement 7
V. REPARTITION DES FEMMES ET DES HOMMES SELON LE TEMPS DE TRAVAIL 8
Temps partiel et temps non complet 8
VI. REMUNERATIONS 8
VII. SYNTHESE 9
ACTIONS MENEES A DESTINATION DES AGENTS 10
I- INSTAURATION DU TELETRAVAIL 10
II- PLAN D'ACTION PLURIANNUEL 2023 - 2025 10

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

INTRODUCTION

La loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, vise à combattre les inégalités entre femmes et hommes dans les sphères privées, professionnelle et publique. Le 30 novembre 2018, un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique a été signé par la majorité des organisations syndicales représentatives des agents publics et par les représentants des employeurs des trois versants de la fonction publique.

Cet accord porte sur 5 axes :

1. Renforcer la gouvernance des politiques d'égalité ;
2. Créer les conditions d'égal accès aux métiers et aux responsabilités professionnelles ;
3. Supprimer les situations d'écarts de rémunération et de déroulement de carrière ;
4. Mieux accompagner les situations de grossesse, la parentalité et l'articulation des temps de vie professionnelle et personnelle ;
5. Renforcer la prévention et la lutte contre les violences sexuelles, le harcèlement et les agissements sexistes.

Prévues par cet accord, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle sont rendues obligatoires par l'article 80 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Ainsi, afin d'assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'Etat et ses établissements publics administratifs, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants ainsi que les autres établissements publics mentionnés aux articles 2 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière élaborent et mettent en œuvre un plan d'action pluriannuel dont la durée ne peut excéder trois ans renouvelables.

Le plan d'action comporte au moins des mesures visant à :

1. Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique. Lorsque la part des femmes ou des hommes dans le grade d'avancement est inférieure à cette même part dans le vivier des agents promouvables, le plan d'action précise les mesures mises en œuvre pour garantir l'égal accès des femmes et des hommes à ces nominations, en détaillant notamment les actions en matière de promotion et d'avancement de grade ;
3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

L'élaboration de ce plan d'action nécessite au préalable la réalisation d'un diagnostic de la situation comparée entre les femmes et les hommes au sein de la Communauté de Communes.

Les principaux indicateurs étudiés pour alimenter le diagnostic sont les suivants :

1. Les effectifs et l'âge moyen

2. La répartition par catégorie hiérarchique, filière, secteur d'emploi, quotité de travail…

3. Les rémunérations brutes

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

LES INDICATEURS AU NIVEAU NATIONAL

La fonction publique demeure un pilier majeur de l'emploi en France, avec 5,8 millions d'agents au 31 décembre 2023. Les femmes y sont très largement représentées et leur part continue de progresser.

Répartition femmes-hommes dans les trois versants

- Fin 2023, 63,5 % des agents de la fonction publique sont des femmes, un taux en hausse régulière depuis plus de dix ans.
- Par versant :
  - Fonction publique de l'État (FPE) : 63 % de femmes
  - Fonction publique territoriale (FPT) : 61 % de femmes
  - Fonction publique hospitalière (FPH) : 78 % de femmes

Statuts et catégories d'emploi

- Parmi les fonctionnaires titulaires, les femmes représentent 61,4 % des effectifs.
- La féminisation est encore plus marquée chez les agents contractuels, où les femmes constituent environ 70 % des effectifs.
- Dans la FPT, les filières « sociale » et « médico-sociale » restent très fortement féminisées (plus de 95 %), tandis que les filières « incendie et secours » demeurent très masculinisées (moins de 5 % de femmes).

Égalité salariale

- En 2024, dans les ministères, l'écart moyen de rémunération brute entre femmes et hommes est de 10,6 %, soit 442 € bruts mensuels en moins pour les femmes.
- À équivalent temps de travail, l'écart est de 8,8 %.
- À poste, grade et conditions identiques, un écart de 2,2 % subsiste.
- Sur les dix dernières années, l'écart brut s'est réduit d'environ 4,7 points, traduisant une lente mais réelle amélioration.

Accès aux postes à responsabilités

- Malgré leur majorité numérique, les femmes restent sous-représentées dans les emplois d'encadrement supérieur.
- Les services de l'État se sont engagés à renforcer la parité, avec un objectif de 45 % de primo-nominations féminines dans les emplois de direction.

Cadre législatif récent

- La loi du 19 juillet 2023 instaure l'index de l'égalité professionnelle dans la fonction publique, permettant de mesurer les écarts de rémunération, de promotion et d'accès aux responsabilités.
- Deux décrets du 5 décembre 2023 précisent les méthodes de calcul et prévoient des sanctions en cas de non-respect des objectifs fixés.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

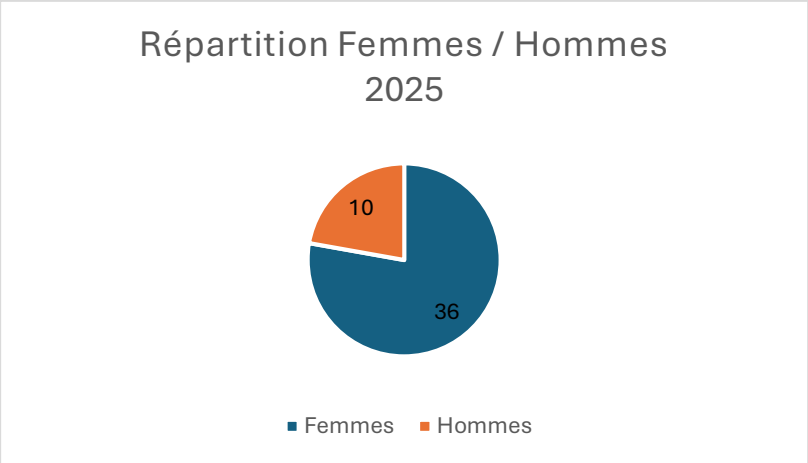
LA SITUATION DE COMMENTRY MONTMARAULT NERIS COMMUNAUTE

1- EFFECTIF ET TAUX DE FEMINISATION

Effectifs au 30/11/2025

Effectifs globaux (permanents et non permanents) :

	2024			2025		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Fonctionnaires	21	6	27	23	6	29
Contractuels	15	4	19	13	4	17
Total effectif	36	10	46	36	10	46



Sur l'ensemble de l'effectif au 30 novembre 2025, on dénombre 46 agents permanents,
La communauté de communes compte :
- 78% de femmes
- 22% d'hommes

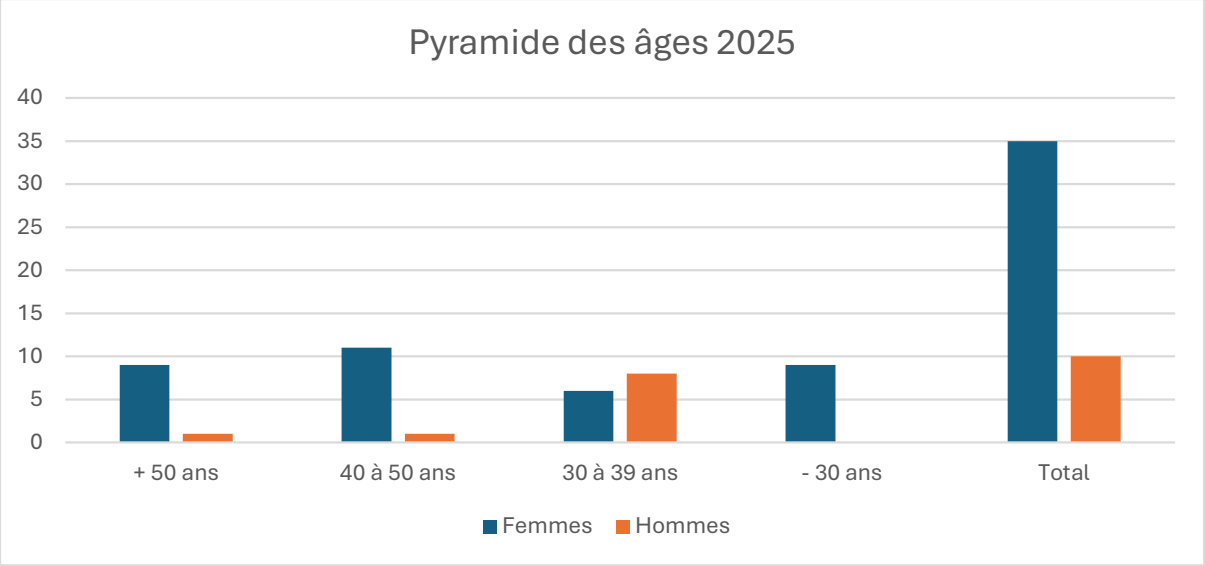
Au niveau national, dans la FPT:
Taux de féminisation : 61 %

Pour comparaison, il y avait 46 agents permanents au 31/12/2024

2- AGE FEMMES / HOMMES

Pyramide des âges

	Femmes	%	Hommes	%
+ 50 ans	9	20%	1	2%
40 à 50 ans	12	26%	1	2%
30 à 39 ans	6	13%	8	18%
- 30 ans	9	20%	0	0%
Total	36	78%	10	22%



Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

Age moyen par sexe

Pour l'ensemble des effectifs (agents permanents et non permanents) au 30 novembre 2025, l'agé moyen est de 39.34 ans et se répartie de la facon suivante :

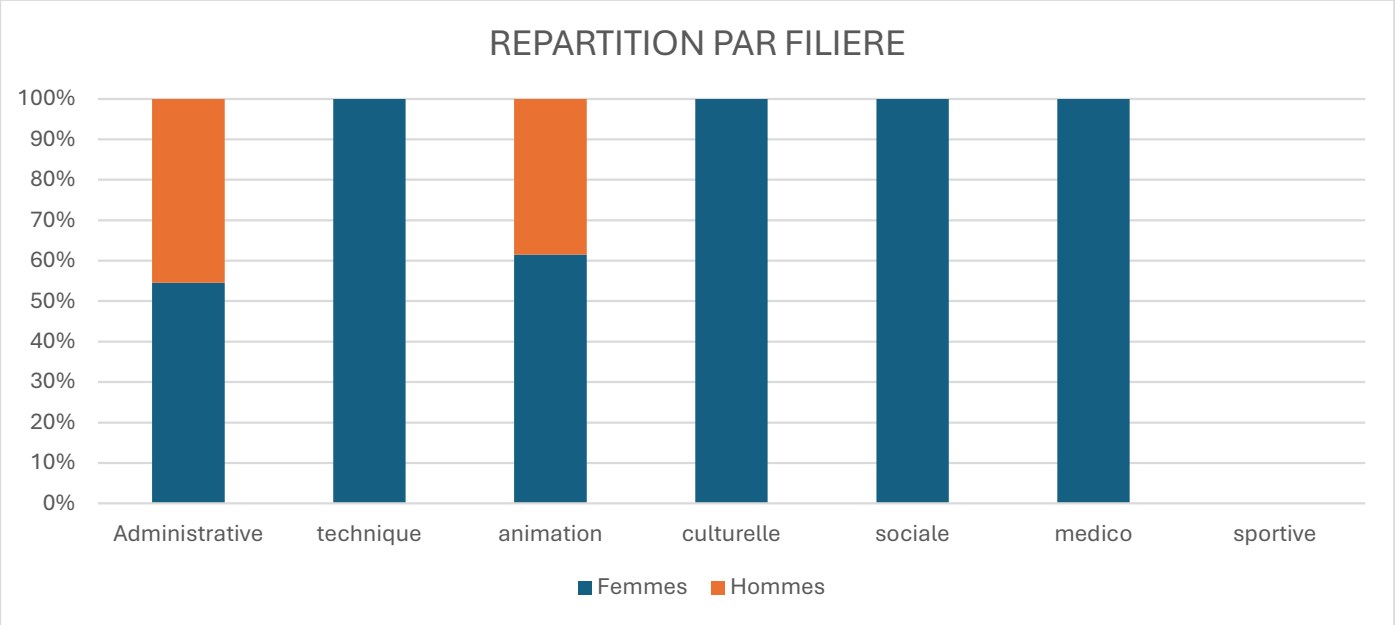
- Age moyen des femmes = 41.08 ans
- Age moyen des hommes = 37.60 ans

Au niveau national, dans la FPT:
Age moyen: femmes: 43,9 ans
hommes: 43,6 ans
Source: DGAFP, rapport annuel sur l'égalité pro 2014

3- REPARTITION DES FEMMES ET DES HOMMES PAR FILIERE

La Filière sociale est la plus représentée à la communauté de communes, compte tenu des compétences principales exercées par l'EPCI. La filière administrative arrive en seconde position.

	Femmes	Hommes	Total	% F	% H
Administrative	7	5	12	58 %	42 %
technique	5	0	5	100 %	0 %
animation	8	5	13	62 %	38 %
culturelle	2	0	2	100 %	0 %
sociale	10	0	10	100 %	0 %
medico	4	0	4	100 %	0 %
sportive	0	0	0	0 %	0 %
TOTAL	36	10	46	78 %	22 %



Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

4- REPARTITION DES FEMMES ET DES HOMMES PAR CATEGORIE HIERARCHIQUE

Catégorie hiérarchique

Les effectifs retenus sont les agents permanents et non permanents rémunérés au 30 novembre 2025. Les catégories hiérarchiques sont la catégorie A pour les cadres, la catégorie B pour les cadres intermédiaires et la catégorie C pour les agents.

	Femmes	Hommes	% Femmes	% Hommes
Cat A	5	1	83%	17%
Cat B	11	2	85%	15%
Cat C	20	7	74%	26%
Total	36	10	78%	22%

Au niveau national, dans la FPT:
cat A: 60 % de femmes / 40 % d'hommes
cat B: 64 % de femmes / 36 % d'hommes
cat C: 60 % de femmes / 40 % d'hommes

Les femmes sont largement majoritaires dans la catégorie A (5 femmes et 1 homme) sachant que la moitié d'entre elles (3) sont issues de la filière sociale au sein de laquelle les éducatrices de jeunes enfants ont récemment évolué de la catégorie B à la catégorie A. En catégorie B, elles sont également majoritaires (11 femmes et 2 hommes), les filières administratives et sociales sont les plus représentées.

Poste avec encadrement

	Femmes	Hommes	Total
Emplois Fonctionnels	0	0	0
Emplois d'encadrement sup et de direction (ESD)	1	1	2
Poste de chef de service	6	1	7
Total	7	2	9

Le poste de DGS est occupé par un homme et celui de DGA, par une femme.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

5- REPARTITION DES FEMMES ET DES HOMMES SELON LE TEMPS DE TRAVAIL

Catégorie		Femmes	Hommes
Catégorie A	Temps partiel	1	0
	Temps non complet	1	0
	Temps complet	3	1
	Total	5	1
Catégorie B	Temps partiel	0	0
	Temps non complet	2	0
	Temps complet	9	2
	Total	11	2
Catégorie C	Temps partiel	2	0
	Temps non complet	14	4
	Temps complet	4	3
	Total	20	7
Total toutes catégories	Temps partiel	3	0
	Temps non complet	17	4
	Temps complet	16	6
	Total	36	10

Pour les emplois permanents et non permanents, 48 % sont des temps complets (35 % femmes et 13 % hommes) et 46 % sont des temps non complets, seulement 7 % sont des temps partiels.

6- REMUNERATIONS

Rémunération brute	Femmes	Hommes
Inférieure ou égale à 1500 €	8	0
Supérieure à 1500 € et inférieure ou égale à 2000 €	11	2
Supérieure à 2000 € et inférieure ou égale à 2500 €	11	4
Supérieure à 2500 € et inférieure ou égale à 3000 €	2	2
Supérieure à 3000 € et inférieure ou égale à 3500 €	3	1
Supérieure à 3500 €	1	1
TOTAL	36	10

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

7- SYNTHESE

La fonction publique est aujourd'hui un secteur fortement féminisé, mais cette majorité ne se traduit pas encore par une pleine égalité professionnelle. Les écarts salariaux persistent, tout comme les disparités d'accès aux postes d'encadrement. Les réformes récentes, notamment la mise en place de l'index d'égalité, constituent toutefois des leviers importants pour accélérer la réduction de ces inégalités ;

Dans l'ensemble des domaines RH, la Communauté de Communes applique de manière indifférenciée les règlements qu'il s'agisse de formation, de rémunération, de promotion ou de déroulement de carrière afin de contribuer à l'égalité.

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le 22/12/2025
ID : 003-200071512-20251216-DEL20251216_011-DE

LES ACTIONS MENEES A DESTINATION DES AGENTS

1- INSTAURATION DU TELETRAVAIL

La mise en place du télétravail a été instauré en décembre 2019 à hauteur d'une journée par semaine (au choix de l'agent). Il permet d'articuler vie professionnelle et vie personnelle de manière plus équilibré. Certains agents ont pu en bénéficier.

2- PLAN D'ACTIONS PLURIANNUEL 2023.2025

Objectif : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadre d'emplois, grades et emplois de la fonction publique		Actions menées au cours des années 2023 - 2025
Action 1	Prêter une attention à la mixité des métiers dans les services lors des recrutements	Réalisé
Action 2	Développer des formations et actions, à destination des agents, pour lutter contre les stéréotypes	Non réalisée
Action 3	Appliquer une communication publique sans stéréotype	Les diffusions des offres d'emploi sont non genrées
Objectif : Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes		**Actions menées au cours des années 2023 - 2025**
Action 4	Identifier et analyser les écarts de rémunération annuellement et rechercher des pistes d'amélioration	Action en cours
Action 5	Favoriser la mixité sur les emplois d'encadrement	Réalisé
Action 6	Révision du RIFSEEP	Action réalisée
Objectif : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale		**Actions menées au cours des années 2023 - 2025**
Action 7	Favoriser la mise en place du télétravail pour les missions qui le permettent – en dehors de la situation COVID	Action en cours
Action 8	Mettre en place des horaires d'arrivée ou de départ variables lorsque l'organisation du service le permet	Action réalisée
Objectif : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes		**Actions menées au cours des années 2023 - 2025**
Action 9	Mise en place d'un dispositif de signalement, de traitement et de suivi des violences sexuelles et sexistes, les harcèlements et les discriminations	Action réalisée - Adhésion au dispositif proposé par le cdg03 (en partenariat avec la MNT)
Action 10	Être acteur du réseau départemental du CNFPT en faveur de l'égalité professionnelle	Action à réaliser en 2026
Action 11	Mettre en place des actions de formations et/ou de sensibilisation à la prévention des discriminations	Action non réalisée
Action 12	Apporter une attention aux femmes lors de la journée internationale des droits des femmes le 8 mars	Mise à contribution des agents pour alimenter une boite à idées
Objectif : Gouvernance de la politique d'égalité professionnelle		**Actions menées au cours des années 2023 - 2025**
Action 13	Réaliser et partager en comité social territorial et conseil communautaire (rapport d'analyse)	Action en cours